

Le 6 décembre 2006

Chantal Michaud
Président intérimaire

C.P. 10 000
Succursale Desjardins, 12^e étage
Montréal (Québec)
H5B 1H7

Tél. : 514-289-5478
Télec. : 514-289-5318
C. élec. : Michaud.chantal@hydro.qc.ca

Madame Lise St-Hilaire
Secrétaire de la Commission de l'économie et du travail
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage
Québec (Québec)
G1A 1A3

**Objet : Compléments de réponses aux questions posées le 29 novembre 2006 par
des membres de la Commission de l'économie et du travail**

Madame,

En réponse aux questions posées par les parlementaires qui participaient le 29 novembre dernier aux travaux de la Commission de l'économie et du travail portant sur le projet de loi n° 52, *Loi concernant la mise en œuvre de la stratégie énergétique du Québec et modifiant diverses dispositions législatives*, vous trouverez ci-après l'information demandée.

En ce qui a trait aux questions abordées durant les auditions publiques, nous estimons que les documents joints à la présente devraient fournir aux membres de la Commission les précisions qu'ils recherchent :

- un document qui reprend in extenso les articles 1201 et 1211 de l'Energy Policy Act (2005) relatifs aux exigences de fiabilité des réseaux de transport aux États-Unis ;
- le protocole d'entente entre la North American Electric Reliability Corporation (NERC) et l'Office national de l'énergie (ONÉ), qui est aussi disponible sur le site Internet de ce dernier organisme à l'adresse suivante : http://www.nebone.gc.ca/ActsRegulations/MOUs/neb_nerc_2006_09_14_f.htm.

.../2

- 2 -

Quant à la question posée au terme de notre comparution relativement aux entreprises agissant présentement comme transporteurs auxiliaires, nous sommes d'avis que trois entités correspondent à cette définition au sens du projet de loi n° 52 qui est à l'étude, à savoir *"le propriétaire ou l'exploitant d'un réseau de transport d'électricité ou d'une installation d'une tension de 44 kV et plus raccordé au réseau de transporteur d'électricité, apte à fournir un service de transport à un tiers"* ; ces entreprises sont :

- **Alcan**, dont le réseau de transport dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean comprend des équipements à 161 kV, à 240 kV et à 345 kV, et qui fournit un service de transport à Hydro-Québec TransÉnergie pour acheminer l'électricité aux clientèles résidentielles, commerciales et industrielles du Distributeur dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean.
- **La Compagnie Hydroélectrique Manicouagan (LCHM)** sur la Côte-Nord, dont le réseau de transport comprend des équipements à 69 kV et à 161 kV et qui fournit un service de transport pour acheminer l'électricité, entre autres à la ville de Baie-Comeau, cliente du Distributeur.
- **Brookfield Energy**, en Outaouais, dont le réseau de transport à 120 kV alimente actuellement l'usine de Papier Masson, à Gatineau.

En espérant le tout conforme à vos attentes, je vous prie d'agréer, Madame, mes sincères salutations.

Le président intérimaire d'Hydro-Québec TransÉnergie,



Chantal Michaud, ing.

p.j.

Protocole d'entente entre l'Office national de l'énergie et la North American Electric Reliability Corporation

Le présent protocole d'entente (PE) est établi entre l'Office national de l'énergie (ONÉ) et la North American Electric Reliability Corporation (NERC) car les deux signataires ont conclu une entente par suite du dépôt auprès de l'ONÉ, le 4 avril 2006, d'une demande du North American Electric Reliability Council, présentée au nom de son affiliée, la NERC, visant à solliciter la reconnaissance de la NERC à titre d'organisation de fiabilité du service d'électricité (OFSE), l'approbation de son certificat de constitution, de ses règlements administratifs et de ses règles de procédure, ainsi que l'approbation des normes de fiabilité, Version 0, de la NERC, déposées à la même date en tant que document d'accompagnement.

L'ONÉ a la responsabilité légale d'autoriser la construction et l'exploitation des lignes internationales de transport d'électricité (LIT) et des lignes interprovinciales désignées de ressort fédéral, ainsi que les exportations d'électricité par delà la frontière canado-américaine, comme le prévoient la *Loi sur l'Office national de l'énergie* [HTML] et le *Règlement de l'Office national de l'énergie concernant l'électricité* [HTML]. La NERC est un organisme, parrainé par tous les secteurs de l'industrie des services publics d'électricité, qui a pour mission de promouvoir la fiabilité, la suffisance et la sûreté des réseaux de production-transport d'électricité en Amérique du Nord.

Le présent PE expose la façon dont les signataires comprennent mutuellement le statut de la NERC à titre d'organisation de fiabilité du service d'électricité, tel qu'il s'applique dans le cas des LIT. Le PE n'est pas conçu comme une entente exécutoire ou un contrat liant l'une ou l'autre des parties, et aucune de ses dispositions n'est censée limiter les responsabilités ou les pouvoirs de l'un ou l'autre des signataires dans l'exercice de son mandat.

1. Dispositions générales

Interprétation des normes

Les normes auxquelles il est fait référence dans le présent PE comprennent une norme de fiabilité adoptée par la NERC, ainsi que :

- toute modification et révision d'une norme de fiabilité adoptée par la NERC;
- toute norme de fiabilité élaborée par le Northeast Power Coordinating Council (NPCC), la Midwest Reliability Organization (MRO) ou le Western Electricity Coordinating Council (WECC) qui est adoptée par la NERC, ainsi que toute modification ou révision d'une telle norme de fiabilité.

Reconnaissance du statut de l'ONÉ

Le PE reconnaît que l'ONÉ est un organisme constitué en vertu d'une loi qui

lui confère une autorité et des pouvoirs législatifs précis. L'exercice de cette autorité et de ces pouvoirs législatifs est assujéti à des limites et des restrictions, y compris celles qui découlent du statut de l'ONÉ à titre de tribunal établi par une loi.

Reconnaissance du statut de la NERC

Le PE reconnaît que la NERC est une personne morale qui exercera son mandat à titre d'OFSE tel qu'il s'applique aux LIT et en conformité avec les dispositions de la présente entente.

Engagement général

Les signataires s'engagent à travailler de concert à promouvoir un réseau fiable de production-transport d'électricité en Amérique du Nord grâce à des liens de coopération comprenant la mise en commun de l'expérience, des renseignements et des données ayant trait aux LIT. Il est convenu, de plus, que la NERC exercera le rôle d'OFSE en conformité générale avec les « Principes pour une organisation sur la fiabilité des services d'électricité de portée internationale » (Groupe bilatéral de supervision de la fiabilité des services d'électricité, 3 août 2005) et dans la mesure où le permettent les pouvoirs et le mandat législatif de l'ONÉ.

Certificat de constitution, règlements administratifs et règles de procédure de la NERC

Le pouvoir de réglementation actuel de l'ONÉ, qui découle de la Loi sur l'Office national de l'énergie, n'habilite pas l'ONÉ à approuver le certificat de constitution, les règlements administratifs et les règles de procédure de la NERC. Par conséquent, les signataires conviennent que l'ONÉ, d'une manière générale, n'a pas le pouvoir d'approuver le certificat de constitution, les règlements administratifs et les règles de procédure de la NERC. Toutefois, parce que des changements auxdits règlements administratifs et règles de procédure pourraient avoir une incidence sur la gouvernance de l'OFSE, la NERC informera l'ONÉ de tout changement proposé et sollicitera son avis à son sujet.

2. Financement de la NERC

L'ONÉ remarque que la NERC propose un mécanisme de financement selon lequel les coûts de la NERC sont répartis parmi les « entités de service de charge » en fonction de l'énergie de charge nette. Suivant la Loi sur l'Office national de l'énergie, l'ONÉ n'a aucune compétence sur les droits et les tarifs des LIT. Par ailleurs - question d'ordre pratique - les LIT du ressort de l'ONÉ ne sont généralement pas des entités de service de charge. Par conséquent, les signataires reconnaissent que le mécanisme proposé pour le financement des coûts de fonctionnement de la NERC ne peut pas s'appliquer dans le cas de l'ONÉ.

3. Élaboration, approbation et renvoi des normes de fiabilité de la NERC

Élaboration et notification des normes de fiabilité de la NERC

Les signataires reconnaissent qu'il est important que l'ONÉ soit tenu au fait

de l'élaboration continue des normes de fiabilité de la NERC.

Par conséquent, la NERC s'engage à fournir une notification à l'ONÉ à l'étape de son processus d'élaboration où le comité des normes agréé une demande d'autorisation de norme et en confie la préparation à une équipe de rédaction.

Approbation et renvoi des normes de fiabilité de la NERC

Le cadre législatif actuel de l'ONÉ ne l'autorise pas à approuver officiellement les normes de fiabilité de la NERC en vue de leur application aux LIT, ni à renvoyer des normes de la NERC. Toutefois, l'ONÉ appuie l'objectif d'instaurer des normes de fiabilité obligatoires et continue d'examiner les voies et moyens, dans les limites de son mandat, lui permettant d'imposer des normes de fiabilité obligatoires à l'égard de l'exploitation des LIT de son ressort. L'ONÉ informera la NERC de tout changement pertinent à ses processus réglementaires.

Si une norme de fiabilité est approuvée par la NERC et est soumise aux organismes de réglementation compétents en vue d'une approbation définitive, la NERC informera l'ONÉ en conséquence.

La NERC tiendra l'Office au courant de l'état de toute demande d'approbation réglementaire de normes de fiabilité de la NERC.

Si une norme de fiabilité de la NERC fait l'objet d'un renvoi par une autorité réglementaire, la NERC notifiera l'ONÉ en conséquence et le notifiera de nouveau avant de resoumettre la norme aux fins d'approbation.

4. Surveillance de la conformité - Normes de fiabilité de la NERC

Surveillance de la conformité

La NERC communiquera à l'Office des renseignements ayant trait à l'observation des normes de fiabilité de la NERC par les LIT, y compris l'information suivante :

- Vérifications de la conformité et contrôles ponctuels
- Vérifications de l'état de préparation
- Rapports sur les mesures d'application en matière de conformité
- Rapports sur les perturbations
- Évaluations de la fiabilité et données comparatives
- Rapports des organisations régionales de fiabilité du service d'électricité
- Rapports sur les actes de sabotage et les incidents

Mesures d'application en matière de conformité

Même si l'ONÉ possède, en vertu du cadre législatif actuel, un certain pouvoir de prendre des mesures d'application en cas de non respect des conditions d'approbation d'un permis ou d'un certificat délivré à l'égard d'une LIT, il n'a pas le pouvoir d'imposer des sanctions pécuniaires. Les signataires reconnaissent que toute question ayant trait à l'imposition de sanctions pécuniaires en cas de non respect des normes de fiabilité de la NERC par une LIT devra être résolue d'une manière équitable avec toutes les parties prenantes.

En cas de violation des normes de fiabilité de la NERC qui s'appliquent à une LIT, les signataires travailleront de concert à établir un processus afin d'atténuer tout risque sur le plan de la fiabilité résultant d'une telle violation. Le processus peut inclure, sans y être limité, la collaboration avec la NERC et les organisations régionales de fiabilité (ORF) dans les régions où les LIT en question sont implantées ainsi que la collaboration avec des ORF de l'extérieur de la région, si l'application des solutions nécessaires exige la participation d'autorités en dehors de la région.

5. Modification et résiliation du protocole d'entente

Le présent PE s'appliquera jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou modifié, par écrit, par ses signataires.

6. Personnes-ressources

Pour toute question ayant trait au PE, il convient de s'adresser aux personnes suivantes :

À la NERC :
David Cook
Tél. : 609-452-8060;
courriel : david.cook@nerc.net

À l'ONÉ :
Tab Gangopadhyay
Tél. : 403-299-3611;
courriel : tgangopadhyay@neb-one.gc.ca

Bob Modray
Tél. : 403-299-3157;
courriel : modrbob@neb-one.gc.ca

Les personnes-ressources peuvent être changées à tout moment, sur notification écrite de l'autre signataire.

7. Signatures

Fait le 2006

Président et premier dirigeant
North American Electric Reliability Corporation

Président, Office national de l'énergie

TITLE XII—ELECTRICITY

SEC. 1201. SHORT TITLE.

This title may be cited as the “Electricity Modernization Act of 2005”.

Subtitle A—Reliability Standards

SEC. 1211. ELECTRIC RELIABILITY STANDARDS.

(a) **IN GENERAL.**—Part II of the Federal Power Act (16 U.S.C. 824 et seq.) is amended by adding at the end the following:

“SEC. 215. ELECTRIC RELIABILITY.

“(a) **DEFINITIONS.**—For purposes of this section:

“(1) The term ‘bulk-power system’ means—

“(A) facilities and control systems necessary for operating an interconnected electric energy transmission network (or any portion thereof); and

“(B) electric energy from generation facilities needed to maintain transmission system reliability.

The term does not include facilities used in the local distribution of electric energy.

“(2) The terms ‘Electric Reliability Organization’ and ‘ERO’ mean the organization certified by the Commission under subsection (c) the purpose of which is to establish and enforce reliability standards for the bulk-power system, subject to Commission review.

“(3) The term ‘reliability standard’ means a requirement, approved by the Commission under this section, to provide for reliable operation of the bulk-power system. The term includes requirements for the operation of existing bulk-power system facilities, including cybersecurity protection, and the design of planned additions or modifications to such facilities to the extent necessary to provide for reliable operation of the bulk-power system, but the term does not include any requirement to enlarge such facilities or to construct new transmission capacity or generation capacity.

“(4) The term ‘reliable operation’ means operating the elements of the bulk-power system within equipment and electric system thermal, voltage, and stability limits so that instability, uncontrolled separation, or cascading failures of such system will not occur as a result of a sudden disturbance, including a cybersecurity incident, or unanticipated failure of system elements.

H. R. 6—349

“(5) The term ‘Interconnection’ means a geographic area in which the operation of bulk-power system components is synchronized such that the failure of one or more of such components may adversely affect the ability of the operators of other components within the system to maintain reliable operation of the facilities within their control.

“(6) The term ‘transmission organization’ means a Regional Transmission Organization, Independent System Operator, independent transmission provider, or other transmission organization finally approved by the Commission for the operation

of transmission facilities.

“(7) The term ‘regional entity’ means an entity having enforcement authority pursuant to subsection (e)(4).

“(8) The term ‘cybersecurity incident’ means a malicious act or suspicious event that disrupts, or was an attempt to disrupt, the operation of those programmable electronic devices and communication networks including hardware, software and data that are essential to the reliable operation of the bulk power system.

“(b) **JURISDICTION AND APPLICABILITY.**—(1) The Commission shall have jurisdiction, within the United States, over the ERO certified by the Commission under subsection (c), any regional entities, and all users, owners and operators of the bulk-power system, including but not limited to the entities described in section 201(f), for purposes of approving reliability standards established under this section and enforcing compliance with this section. All users, owners and operators of the bulk-power system shall comply with reliability standards that take effect under this section.

“(2) The Commission shall issue a final rule to implement the requirements of this section not later than 180 days after the date of enactment of this section.

“(c) **CERTIFICATION.**—Following the issuance of a Commission rule under subsection (b)(2), any person may submit an application to the Commission for certification as the Electric Reliability Organization. The Commission may certify one such ERO if the Commission determines that such ERO—

“(1) has the ability to develop and enforce, subject to subsection (e)(2), reliability standards that provide for an adequate level of reliability of the bulk-power system; and

“(2) has established rules that—

“(A) assure its independence of the users and owners and operators of the bulk-power system, while assuring fair stakeholder representation in the selection of its directors and balanced decisionmaking in any ERO committee or subordinate organizational structure;

“(B) allocate equitably reasonable dues, fees, and other charges among end users for all activities under this section;

“(C) provide fair and impartial procedures for enforcement of reliability standards through the imposition of penalties in accordance with subsection (e) (including limitations on activities, functions, or operations, or other appropriate sanctions);

“(D) provide for reasonable notice and opportunity for public comment, due process, openness, and balance of interests in developing reliability standards and otherwise exercising its duties; and

H. R. 6—350

“(E) provide for taking, after certification, appropriate steps to gain recognition in Canada and Mexico.

“(d) **RELIABILITY STANDARDS.**—(1) The Electric Reliability Organization shall file each reliability standard or modification to a reliability standard that it proposes to be made effective under

this section with the Commission.

“(2) The Commission may approve, by rule or order, a proposed reliability standard or modification to a reliability standard if it determines that the standard is just, reasonable, not unduly discriminatory or preferential, and in the public interest. The Commission shall give due weight to the technical expertise of the Electric Reliability Organization with respect to the content of a proposed standard or modification to a reliability standard and to the technical expertise of a regional entity organized on an Interconnection-wide basis with respect to a reliability standard to be applicable within that Interconnection, but shall not defer with respect to the effect of a standard on competition. A proposed standard or modification shall take effect upon approval by the Commission.

“(3) The Electric Reliability Organization shall rebuttably presume that a proposal from a regional entity organized on an Interconnection-wide basis for a reliability standard or modification to a reliability standard to be applicable on an Interconnection-wide basis is just, reasonable, and not unduly discriminatory or preferential, and in the public interest.

“(4) The Commission shall remand to the Electric Reliability Organization for further consideration a proposed reliability standard or a modification to a reliability standard that the Commission disapproves in whole or in part.

“(5) The Commission, upon its own motion or upon complaint, may order the Electric Reliability Organization to submit to the Commission a proposed reliability standard or a modification to a reliability standard that addresses a specific matter if the Commission considers such a new or modified reliability standard appropriate to carry out this section.

“(6) The final rule adopted under subsection (b)(2) shall include fair processes for the identification and timely resolution of any conflict between a reliability standard and any function, rule, order, tariff, rate schedule, or agreement accepted, approved, or ordered by the Commission applicable to a transmission organization. Such transmission organization shall continue to comply with such function, rule, order, tariff, rate schedule or agreement accepted, approved, or ordered by the Commission until—

“(A) the Commission finds a conflict exists between a reliability standard and any such provision;

“(B) the Commission orders a change to such provision pursuant to section 206 of this part; and

“(C) the ordered change becomes effective under this part.

If the Commission determines that a reliability standard needs to be changed as a result of such a conflict, it shall order the ERO to develop and file with the Commission a modified reliability standard under paragraph (4) or (5) of this subsection.

“(e) **ENFORCEMENT.**—(1) The ERO may impose, subject to paragraph (2), a penalty on a user or owner or operator of the bulkpower system for a violation of a reliability standard approved by the Commission under subsection (d) if the ERO, after notice and an opportunity for a hearing—
H. R. 6—351

“(A) finds that the user or owner or operator has violated a reliability standard approved by the Commission under subsection

(d); and

“(B) files notice and the record of the proceeding with the Commission.

“(2) A penalty imposed under paragraph (1) may take effect not earlier than the 31st day after the ERO files with the Commission notice of the penalty and the record of proceedings. Such penalty shall be subject to review by the Commission, on its own motion or upon application by the user, owner or operator that is the subject of the penalty filed within 30 days after the date such notice is filed with the Commission. Application to the Commission for review, or the initiation of review by the Commission on its own motion, shall not operate as a stay of such penalty unless the Commission otherwise orders upon its own motion or upon application by the user, owner or operator that is the subject of such penalty. In any proceeding to review a penalty imposed under paragraph (1), the Commission, after notice and opportunity for hearing (which hearing may consist solely of the record before the ERO and opportunity for the presentation of supporting reasons to affirm, modify, or set aside the penalty), shall by order affirm, set aside, reinstate, or modify the penalty, and, if appropriate, remand to the ERO for further proceedings. The Commission shall implement expedited procedures for such hearings.

“(3) On its own motion or upon complaint, the Commission may order compliance with a reliability standard and may impose a penalty against a user or owner or operator of the bulk-power system if the Commission finds, after notice and opportunity for a hearing, that the user or owner or operator of the bulk-power system has engaged or is about to engage in any acts or practices that constitute or will constitute a violation of a reliability standard.

“(4) The Commission shall issue regulations authorizing the ERO to enter into an agreement to delegate authority to a regional entity for the purpose of proposing reliability standards to the ERO and enforcing reliability standards under paragraph (1) if—

“(A) the regional entity is governed by—

“(i) an independent board;

“(ii) a balanced stakeholder board; or

“(iii) a combination independent and balanced stakeholder board.

“(B) the regional entity otherwise satisfies the provisions of subsection (c)(1) and (2); and

“(C) the agreement promotes effective and efficient administration of bulk-power system reliability.

The Commission may modify such delegation. The ERO and the Commission shall rebuttably presume that a proposal for delegation to a regional entity organized on an Interconnection-wide basis promotes effective and efficient administration of bulk-power system reliability and should be approved. Such regulation may provide that the Commission may assign the ERO's authority to enforce reliability standards under paragraph (1) directly to a regional entity consistent with the requirements of this paragraph.

“(5) The Commission may take such action as is necessary or appropriate against the ERO or a regional entity to ensure compliance with a reliability standard or any Commission order affecting the ERO or a regional entity.

“(6) Any penalty imposed under this section shall bear a reasonable relation to the seriousness of the violation and shall take into consideration the efforts of such user, owner, or operator to remedy the violation in a timely manner.

“(f) **CHANGES IN ELECTRIC RELIABILITY ORGANIZATION RULES.**—

The Electric Reliability Organization shall file with the Commission for approval any proposed rule or proposed rule change, accompanied by an explanation of its basis and purpose. The Commission, upon its own motion or complaint, may propose a change to the rules of the ERO. A proposed rule or proposed rule change shall take effect upon a finding by the Commission, after notice and opportunity for comment, that the change is just, reasonable, not unduly discriminatory or preferential, is in the public interest, and satisfies the requirements of subsection (c).

“(g) **RELIABILITY REPORTS.**—The ERO shall conduct periodic assessments of the reliability and adequacy of the bulk-power system in North America.

“(h) **COORDINATION WITH CANADA AND MEXICO.**—The President is urged to negotiate international agreements with the governments of Canada and Mexico to provide for effective compliance with reliability standards and the effectiveness of the ERO in the United States and Canada or Mexico.

“(i) **SAVINGS PROVISIONS.**—(1) The ERO shall have authority to develop and enforce compliance with reliability standards for only the bulk-power system.

“(2) This section does not authorize the ERO or the Commission to order the construction of additional generation or transmission capacity or to set and enforce compliance with standards for adequacy or safety of electric facilities or services.

“(3) Nothing in this section shall be construed to preempt any authority of any State to take action to ensure the safety, adequacy, and reliability of electric service within that State, as long as such action is not inconsistent with any reliability standard, except that the State of New York may establish rules that result in greater reliability within that State, as long as such action does not result in lesser reliability outside the State than that provided by the reliability standards.

“(4) Within 90 days of the application of the Electric Reliability Organization or other affected party, and after notice and opportunity for comment, the Commission shall issue a final order determining whether a State action is inconsistent with a reliability standard, taking into consideration any recommendation of the ERO.

“(5) The Commission, after consultation with the ERO and the State taking action, may stay the effectiveness of any State action, pending the Commission’s issuance of a final order.

“(j) **REGIONAL ADVISORY BODIES.**—The Commission shall establish a regional advisory body on the petition of at least two-thirds of the States within a region that have more than one-half of their electric load served within the region. A regional advisory body shall be composed of one member from each participating

State in the region, appointed by the Governor of each State, and may include representatives of agencies, States, and provinces outside the United States. A regional advisory body may provide advice to the Electric Reliability Organization, a regional entity, or the Commission regarding the governance of an existing or proposed regional entity within the same region, whether a standard

H. R. 6—353

proposed to apply within the region is just, reasonable, not unduly discriminatory or preferential, and in the public interest, whether fees proposed to be assessed within the region are just, reasonable, not unduly discriminatory or preferential, and in the public interest and any other responsibilities requested by the Commission. The Commission may give deference to the advice of any such regional advisory body if that body is organized on an Interconnectionwide basis.

“(k) **ALASKA AND HAWAII.**—The provisions of this section do not apply to Alaska or Hawaii.”

(b) **STATUS OF ERO.**—The Electric Reliability Organization certified by the Federal Energy Regulatory Commission under section 215(c) of the Federal Power Act and any regional entity delegated enforcement authority pursuant to section 215(e)(4) of that Act are not departments, agencies, or instrumentalities of the United States Government.

(c) **ACCESS APPROVALS BY FEDERAL AGENCIES.**—Federal agencies responsible for approving access to electric transmission or distribution facilities located on lands within the United States shall, in accordance with applicable law, expedite any Federal agency approvals that are necessary to allow the owners or operators of such facilities to comply with any reliability standard, approved by the Commission under section 215 of the Federal Power Act, that pertains to vegetation management, electric service restoration, or resolution of situations that imminently endanger the reliability or safety of the facilities.